

Introduction

## Invités à la cour du sultan

« *Ara ma oreed* »\*  
(C'est un peu comme je le vois)  
Mahmoud Darwish

Dans son analyse sur les comportements entre Arabes et Occidentaux, Margaret Nydell [Nydell 2012, p. 5-7 et 47-48] insiste sur l'hospitalité dans le monde arabe. Les Arabes, *a fortiori* les Bédouins, cultivent un art de l'accueil. Ils savent que la générosité manifestée à l'attention des voyageurs et plus largement des étrangers contribue à la « bonne réputation » dans une culture où l'honneur et le qu'en-dira-t-on sont érigés en vertus cardinales. Les Émiriens ne font pas exception et prennent très au sérieux leur rôle d'hôtes. De la même manière que le visiteur se voit offrir café ou thé, voire la place d'honneur dans l'espace privé, les autorités locales ou fédérales font ostensiblement preuve de générosité à l'égard des visiteurs.

### Le temps d'une invitation

Cette disposition d'esprit implique une obligation en retour : le voyageur, dont le séjour aux Émirats sera impérativement limité dans le temps, est un invité. Les Émiriens attendent de lui un comportement conforme à ce statut. Ils tiennent à ce que les résidents, tout autant que les touristes, voyageurs temporaires s'il en est, respectent une certaine

\* Pour faciliter la lecture du livre par un public non limité aux arabisants, les translittérations ont été simplifiées. Dans le même ordre d'idées, les noms arabes ont été francisés.

étiquette. Pendant l'été 2008, une affaire avait défrayé la chronique. Des Britanniques avaient été arrêtés par la police de Dubaï pour avoir eu des relations sexuelles sur la plage de Jumeirah. Au-delà de l'indécence même de l'acte sur une plage familiale un jour de week-end, les intéressés avaient été poursuivis pour avoir eu des relations hors mariage, consommé de l'alcool, insulté les forces de l'ordre et commis une voie de fait contre un officier de police venu les arrêter. Le couple encourait une peine de prison ferme de six ans. Les Émiriens avaient été particulièrement choqués par le fait que le couple, plutôt que de reconnaître son erreur, s'était largement répandu dans la presse pour dénoncer la pudibonderie de l'émirat. Dans un pays musulman qui proscrit toute forme de nudité, il est attendu de s'habiller d'une manière que l'on pourrait qualifier de correcte dans l'espace public. Rien n'est plus choquant pour un « local », terme désignant les Émiriens aux Émirats arabes unis (EAU), que d'anciens résidents critiquent Dubaï et la fédération après y avoir bénéficié de leurs largesses – pour n'en mentionner que deux, l'exemption d'impôt et l'accès pratiquement gratuit à des infrastructures de transport modernes. Des ouvrages qui narrent une expérience professionnelle malheureuse [Schindhelm 2011] ou prennent la forme d'un brûlot dont l'auteur a déjà quitté le pays [Malek 2011] laissent donc les Émiriens interdits.

Ce livre a pour objectif de comprendre – et non de justifier – le modèle dubaïote repris par la suite dans l'ensemble de la fédération. C'est pourquoi il importe de bien distinguer les faits de leurs représentations, parfois divergentes. Le statut d'invité des résidents étrangers, quelles que soient les raisons de leur séjour aux EAU, en est une bonne illustration. Depuis 2006, à la suite de Human Rights Watch, les Occidentaux reprochent ouvertement aux entreprises émiriennes d'exploiter la main-d'œuvre indienne. Les Émiriens ne l'entendent pas de cette oreille. Pour eux, les immigrés d'Asie du Sud bénéficient de salaires en théorie deux fois supérieurs à ceux qui leur seraient versés dans leur pays. Ils sont en outre placés, toujours en théorie, sous l'aile d'un protecteur, en vertu du système du *kafala* qui s'inscrit dans la longue tradition islamique. Avant même la crise de 2008, les autorités émiriennes répètent à l'envi qu'elles ont « un problème », sous-entendu un problème à régler avec les ouvriers du bâtiment parfois maltraités pas leurs employeurs (conditions de travail, salaires non versés, etc.). Aucun dialogue n'est possible, aucune solution de compromis ne peut être trouvée si l'on ne part pas du postulat que les Arabes ont leur façon

de concevoir les relations sociales et leur propre rapport au monde. Beaucoup d'ambiguïtés en découlent.

Les Émiriens donnent aux étrangers le statut d'invité mais les expatriés occidentaux, qui ont dans leur grande majorité un profil différent des immigrés d'Asie, perçoivent différemment leur présence aux Émirats. Ces perceptions opposées sont sources de frictions. Quelles que soient leur profession et la qualité du service fourni, les Occidentaux ne resteront dans l'émirat que le temps de leur mission. Largement rétribués si l'on compare leurs salaires avec ceux des cadres supérieurs dans des pays d'Asie orientale, comme la presse économique le rapporte régulièrement<sup>1</sup>, ils doivent admettre qu'ils ne resteront qu'un temps aux EAU, même si plusieurs années – voire plusieurs décennies – se sont écoulées depuis leur arrivée. Le fait d'y avoir travaillé ne constitue pas une condition suffisante pour prendre ou passer sa retraite aux Émirats ; il faut encore y avoir acquis un bien immobilier qui, d'ailleurs, ne donne pas automatiquement droit à un visa de résidence. Après s'être sustenté, on attend donc de l'invité qu'il regagne de bon gré la sortie. Ensuite, les relations intercommunautaires sont ordonnées autour du clivage Émiriens/non-Émiriens. Les étrangers, qu'ils soient immigrés d'Asie du Sud, expatriés occidentaux ou musulmans du monde arabe non péninsulaire, ne peuvent prétendre participer à la nation émirienne. Des terres d'accueil migratoires qui ont intégré ou assimilé des éléments allogènes sont des modèles impensables dans la culture arabomusulmane de la péninsule. Le creuset national qui, ailleurs, autorise les enfants des deuxième et troisième générations à se fondre dans le pays d'accueil de leurs parents ou grands-parents, bute ici sur des résistances culturelles. Les Arabes des Émirats se pensent comme une partie de la grande nation arabe, sous-entendu à l'intérieur de la péninsule du même nom. Un étranger ayant noué des relations amicales avec les Arabes ou ayant travaillé toute sa vie dans le pays restera néanmoins un étranger, comme ses enfants et ses descendants. Les familles des grands marchands indiens installées depuis plusieurs générations à Dubaï ou à Abou Dabi l'ont parfaitement compris [Mahdavi 2011]. La société émirienne est endogène. Elle se défie des « menaces » extérieures, comme le mariage avec un étranger, qui risqueraient certainement de la faire voler en éclat. Aussi les Émiriens se perçoivent-ils comme généreux et ne comprennent pas pourquoi on leur reproche leur ingratitude. Si

---

1 *Forbes Magazine* publie régulièrement des comparaisons sur ce thème.

bien des expatriés occidentaux soulignent que sans eux, il n'y aurait pas de transfert de technologie, les autorités émiriennes pourraient répondre d'une part qu'ils sont mieux payés qu'ils ne le seraient dans leur pays et que, d'autre part, l'émiratisation, c'est-à-dire la participation d'un plus grand nombre d'Émiriens aux fonctions de direction et d'encadrement, cherche précisément à changer cet état de fait. À cet égard, 2013 a été décrétée année de l'émiratisation.

Accepter ou non sa condition d'invité n'est pas sans conséquence sur la recherche universitaire, car cela conditionne la posture de celui ou de celle qui parle. Refuser le contrat social proposé par les Émiriens, donc prendre pour objet d'étude les EAU sans y vivre, revient immanquablement à s'exposer au risque de la caricature ; chacun reste chez soi et aucun dialogue n'est possible. À l'inverse, la culture arabe imposant l'allégeance sans restriction à son patron, il est facile, pour le chercheur résident, de glisser de la position d'invité à celle de client.

La production bibliographique sur Dubaï et les Émirats est ainsi écartelée entre les ouvrages qui dénigrent le modèle émirien et ceux qui l'encensent. Quelques rares universitaires sont tombés dans ces travers, rejoignant bon nombre de journalistes. Dans la catégorie des thuriféraires, on trouve des essais comme ceux de Syed Ali [Ali 2010] et, dans une bien moindre mesure, celui d'Ahmed Kanna [Kanna 2011]. *Dubai, the Gilded Cage*, du premier auteur, est une métaphore pour évoquer les contrastes entre la réussite insolente et la réalité tragique de certains personnels (ouvriers du bâtiment, personnels de service, etc.). La dénonciation est d'autant plus forte qu'elle est orchestrée par un jeune universitaire d'origine arabe, bien que fortement américanisé. Nombre de ses développements sont intéressants, à l'instar du concept de « précarité permanente », mais la volonté de dénonciation tend à vider le livre de sa substance académique. Hors du registre universitaire précisément, des journalistes ont saisi l'opportunité de démystifier la ville de Dubaï, portée au pinacle par les médias internationaux pendant la décennie glorieuse précédant la crise (1999-2008). *Dubai Dream. Inside the Kingdom of Bling* [Barrett 2010] joue sur ce ressort à présent bien connu : Dubaï n'est pas ce que l'on croit voir ou savoir. À l'opposé, les ouvrages de commande de Graeme Wilson [Wilson 2010 pour le dernier] appartiennent à la seconde catégorie, celle des contempteurs. En ce sens, l'auteur n'est pas sans rappeler les voyageurs arabes, Ibn Fadlân ou Ibn Battûta, qui prenaient soin de consigner dans leurs récits l'attitude parfaite du souverain, généreux et prenant conseil auprès

des sages. Ces livres sur la famille Al Maktoum, la compagnie aérienne Emirates ou la justice sont informatifs si l'on prend soin de les replacer dans leur contexte. Ils rejoignent le travail d'autres journalistes comme Jim Krane [2009] qui, tout en insistant sur des aspects dérangeants comme la prostitution ou l'emploi des immigrés, donnent globalement une vision positive de Dubaï.

Entre dénigrement et louanges, la troisième voie est étroite pour les universitaires. On y trouve surtout Christopher Davidson [Davidson 2005, 2008, 2009 et 2012]. Sollicité par les médias, les universités et autres centres de recherche depuis 2005, il est assurément l'universitaire le plus prolifique sur Dubaï et les Émirats. Son travail est incontournable car il replace l'émergence des EAU dans le monde arabe et la mondialisation dans une perspective historique. Ses centres d'intérêt se sont élargis au golfe Arabo-persique [Davidson 2010]. Universitaire de référence pendant la crise économique et à sa suite pendant le « printemps arabe », il s'est inévitablement trouvé mêlé à des polémiques qui le dépassent. Son dernier ouvrage sur la fin des monarchies dans le Golfe [Davidson 2012] est interdit aux Émirats. Les autres chercheurs professionnels sur les EAU sont peu nombreux. Il est révélateur que Frauke Heard-Bey reste l'historienne de référence alors que son livre est paru en 1982. Il manque des écrits scientifiques comme celui d'Andrea B. Rugh, dont l'analyse de la culture politique à travers les successions est remarquable [Rugh 2007]. Quelques rares écrits comme ceux de Wanda Krause sur les femmes [Krause 2008] ou de Sayyid Hurreiz sur la culture émirienne [Hurreiz 2002] ont ponctué la recherche, avant le renouvellement récent des problématiques sur les migrations ou la prostitution, qui a permis à des chercheuses comme Pardis Mahdavi [Mahdavi 2011] et Neha Vora [Vora 2011] d'établir d'excellentes synthèses. Les articles scientifiques étudiant des aspects particuliers des Émirats – ils sont signalés en fin de chaque chapitre – se multiplient et des livres viendront compléter ces éclairages encore trop tamisés de la réalité. Hormis Christopher Davidson, aucun universitaire ne s'est donc risqué à présenter une explication du modèle émirien dans son intégralité. Mais la crise de 2008-2010 a stimulé la réflexion et il y a fort à parier que le livre d'Ahmed Kanna [Kanna 2011], qui tente de comprendre comment le gouvernement de Dubaï a géré la cité comme une entreprise, fera des émules. Dans la mesure où les attentes du public occidental auraient dû stimuler la production, on peut se demander pourquoi la recherche universitaire sur Dubaï et les Émirats

en est encore à un stade infantile. Cette question en recouvre deux autres : que dire qui n'ait été déjà écrit ? Et – plus subtil – comment le dire pour être entendu sans risquer de sombrer sur l'un des deux écueils qui viennent d'être décrits ?

Ceci n'est pas une pipe, ou le vernis trompeur  
de la modernité

Que dire sur Dubaï et les Émirats que l'on ne sache déjà – ou que l'on ne croie déjà savoir ? Dubaï a fait irruption sur la scène internationale avec l'inauguration du Burj Al Arab, hôtel sept étoiles autoproclamé, construit dans la mer. En 1999, rares étaient les Occidentaux capables de localiser les EAU ou Dubaï sur une carte. Près de dix ans plus tard, quand la crise touche le pays en septembre 2008, la notoriété spontanée de l'émirat, voire des Émirats, est à son apogée. Cette irruption sur la scène médiatique mondiale a généré des représentations, positives ou négatives – rarement neutres – sur la réussite de cette monarchie du Golfe. On peut postuler que c'est précisément cet imaginaire qui a favorisé la dichotomie entre des écrits dithyrambiques et des critiques en règle. Les journalistes se sont engouffrés dans cette brèche, le plus souvent avec une idée préconçue. Internet a surinformé sur Dubaï et les Émirats... sans que l'on prenne le temps de la réflexion. Que sait-on au bout du compte qui ne relève pas de l'opinion ? Des éléments partiels et partiels d'information. Au-delà des stratégies de communication à des fins intéressées, comme attirer des touristes ou des investissements directs étrangers, les autorités émiriennes sont réticentes à communiquer sur des problèmes qu'elles considèrent comme sensibles. On pourrait interpréter cette tendance dans la longue durée de la tradition islamique qui protège le souverain derrière de hauts murs. Les successions, par exemple, sont entourées d'un halo de secret. Les familles régnantes répugnent à les évoquer dans le domaine public. Dans le même ordre d'idées, tout ce qui est lié à la prise de décision ne fait l'objet d'aucune publicité. Le pendant est que les spéculations vont bon train. Les rumeurs font partie du paysage mental des résidents. Personne n'y échappe, au point que c'est une sorte de jeu parmi ces derniers qui cherchent à dénouer, si tant est que cela soit possible, les fils de l'écheveau. La recherche universitaire fournit un savoir positif, mais les productions récentes montrent

qu'elle est segmentée. Peu de personnes sont capables de dire comment fonctionne cette mécanique complexe, sur quelles valeurs elle repose ou quels types de relations interpersonnelles elle engendre. D'ailleurs, rien n'est moins sûr qu'elles aient envie d'en parler.

L'idée que ce qui est perçu avec un œil extérieur pourrait être différent de la réalité résulte de deux éléments. Premièrement, deux univers culturels coexistent. En simplifiant, les Émiriens essaient de maintenir leur héritage arabo-musulman tout en se conformant aux exigences de la mondialisation (libéralisme, congruence des infrastructures de transports, « réformes » imposées par la communauté internationale – les Américains et parfois les Européens pour ne pas les citer –, etc.). Certains choix politiques au sens large attestant du passage de l'un à l'autre – parfois privilégiant la tradition, parfois la modernité – sont déconcertants. Le modèle dubaïote et émirien n'est donc pas un syncrétisme mais une juxtaposition de cultures différentes. En second lieu, Dubaï a été la première cité au monde, avec Singapour, à se servir de techniques de marketing pour améliorer sa réputation dans le monde. Ce *nation branding* est un cas d'école qui est probablement à la source des représentations véhiculées par les médias et de bien des malentendus. En ce sens, Dubaï a ouvert la voie aux autres émirats, à Abou Dabi en particulier, et à d'autres monarchies du Golfe, à l'instar du Qatar, qui ont copié ce modèle.

Reste donc à déterminer comment on peut évoquer cette réalité composite, sans prendre parti ou la caricaturer. La surinformation est une arme efficace pour tenir les curieux à distance. Des milliers d'articles ont été écrits sur de simples impressions, des rumeurs colportées, parfois à dessein. On ne retrouve son chemin dans ce maquis qu'à la condition de savoir où l'on va. Les approches traditionnelles de sciences politiques ou de relations internationales, par exemple, sont limitées pour comprendre, ici les rapports de force entre les émirats locaux et le gouvernement fédéral, là les relations entre les EAU et ses différents « partenaires » régionaux ou internationaux. Dans le premier cas, l'héritage tribal organise les relations interpersonnelles, dans le second, il importe de comprendre comment les Arabes perçoivent le monde extérieur. Les écoles allemande et française de géopolitique ont défini une discipline qui, si elle emprunte aux sciences humaines et sociales, est originale dans la mesure où elle s'adapte à un territoire donné pour mieux comprendre comment des tensions s'y cristallisent. À la manière de la géographie, la géopolitique part donc des territoires pour en ana-



lyser leurs attributs ; c'est pour cette raison qu'il importe de sortir des cadres occidentaux pour comprendre des logiques qui n'obéissent pas, ou pas seulement, aux canons du monde occidental.

Puisque tout part des campagnes de promotion de Dubaï, la description du système passera par l'analyse du *branding* – improprement traduit par « marquage », en français, car le terme ne désigne pas des techniques de marketing visant à valoriser la marque commerciale d'un produit.

Le lecteur habitué à des analyses plus convenues dans le domaine politique, diplomatique ou économique sera certainement désarçonné par l'architecture de l'ouvrage. Le tourisme par exemple, l'un des piliers de la politique de diversification, n'est pas analysé comme un secteur d'activité commercial mais comme une partie intégrante de la stratégie de marquage ; si le pétrole est bien le fondement de l'économie émirienne, il est plus juste de l'aborder comme un aspect essentiel du tropisme asiatique ; la démographie, qui est à la base de la crise d'identité émirienne, ouvre par ailleurs le chapitre du même titre. Retrouver son chemin impose de donner du sens à des faits qui ne sont pas parlants s'ils sont abordés de manière conventionnelle.

### Des sources disparates

Reste à savoir sur quelles sources s'appuyer. La relation hôte/invité explique pourquoi il n'y a pas de libre circulation de l'information. Les autorités émiriennes, en l'occurrence les gouvernements locaux et le gouvernement fédéral, estiment que des informations que l'on pourrait considérer comme publiques en Occident n'ont pas à être divulguées, car elles pourraient nuire à la réputation de la fédération. Pendant la crise, les statistiques officielles n'ont été que rarement mises à jour. Sans séries statistiques, les analyses sur les tendances migratoires, l'évolution des rapports de force, etc., relèvent de l'opinion. Les intuitions que l'on peut avoir quand on vit aux Émirats depuis plusieurs années peuvent toutefois être filtrées de trois manières. Premièrement, grâce à des entretiens avec des responsables émiriens. C'est une technique que Christopher Davidson utilise beaucoup dans ses ouvrages. L'inconvénient est qu'il n'est pas possible de citer la personne interrogée pour des questions de confidentialité ; en d'autres termes, elle ne parle qu'à la condition que son nom ne soit pas men-



tionné. La valeur scientifique du témoignage est donc discutable en raison de cet anonymat (on peut parfaitement imaginer qu'un auteur invente un subterfuge de cet acabit pour faire passer son opinion). En somme, les entretiens avec des responsables émiriens sont irremplaçables mais inutilisables pour étayer une recherche. Deuxièmement, la presse écrite constitue une source précieuse d'informations si on sait l'utiliser ; on y retrouve d'ailleurs toujours une trace de ce que des officiels peuvent dire en toute confidentialité ; mais ces informations précieuses sont noyées dans un flot de propos indigents. L'utilisation des sources journalistiques impose donc la prudence. Tout d'abord, force est d'éliminer toutes les publications qui font de la nouvelle à sensation leur fonds de commerce. Le meilleur exemple est celui du journal gratuit *7 Days*, expression de la *vox populi* expatriée aux Émirats. De surcroît, les journalistes de la presse émirienne qui a une certaine tenue pratiquent une forme d'autocensure. Ils savent d'une part où collecter l'information officielle et d'autre part ne pas aborder des sujets polémiques qui heurteraient les autorités émiriennes. On peut dès lors considérer cette presse écrite émirienne comme une source, sinon officielle, tout au moins conforme aux idées des décideurs politiques. En ce sens, la presse est moins un média que l'écho des stratégies de communication publique. Moyennant quoi, la presse est une source d'informations étonnante quand, par exemple, des personnalités sont interviewées ; aussi surprenant que cela puisse paraître, les journaux sont toujours en pointe pour parler des (rares) affaires de corruption. Bref, cet ouvrage n'aurait pu voir le jour sans la presse écrite. Les archives de *Khaleej Times* – compilations thématiques d'articles de la presse émirienne et du Golfe, rapports, notes, etc. – rassemblées par des archivistes professionnels depuis 1978, ont ainsi fourni la substance de ce livre. Sans elles, il n'aurait jamais été possible de retrouver la genèse des opérations de *branding* par exemple. Dans un esprit similaire, les archives de l'agence de presse émirienne *Wakalat Anba'a al-Emarat* (WAM) ont été précieuses pour analyser dans la durée les relations diplomatiques. Troisièmement, les hypothèses formulées ont été expérimentées devant mes étudiants, émiriens, arabes (et autres...) à l'Université américaine de Dubaï depuis 2006, discutées et le cas échéant corrigées. Ce travail a été réalisé en complète transparence, sans jamais avoir la volonté de nuire – seulement celle de comprendre. Quelle que soit la source d'information, nonobstant la prudence avec laquelle on peut la traiter, elle reste subjective.

Cette dimension influence inévitablement le raisonnement. C'est un risque à courir qui ne présente pas que des inconvénients. En effet, Dubaï et les Émirats sont à taille humaine. La population de la première était de 2,1 millions en janvier 2013 ; celle de la fédération se situe entre 7 et 8 millions – imprécision volontairement entretenue –, dont moins d'un million d'Émiriens<sup>1</sup>. En changeant ce qui doit être changé, l'échelle d'analyse pour Dubaï serait celle de Paris intra-muros, alors que celle des Émirats est inférieure à celle de l'agglomération parisienne ; pour sa part, la population émirienne des Émirats est de taille équivalente de celle de la métropole lilloise. Par conséquent, les contacts personnels permettent un balisage des problèmes de fond – si tant est que l'on trouve des interlocuteurs pertinents et qu'on leur pose les bonnes questions. Ce principe a été mis en application avec la communauté *ajami* (Iraniens ou Émiriens d'origine iranienne) sur les relations avec l'Iran, ou avec des banquiers et des professionnels de l'immobilier sur la crise de 2008-2010.

Cette *Géopolitique de Dubaï et des Émirats arabes unis* est organisée en trois parties. La première s'intéresse aux contrastes entre la tradition et la modernité. Le chapitre introductif retrace depuis l'origine le marquage de Dubaï pour comprendre comment Dubaï est devenue Dubaï, et les sept émirats la fédération que l'on connaît aujourd'hui. Le caractère composite, à la fois arabe et conforme aux exigences de la mondialisation, du système politique et du modèle économique, précède la deuxième partie centrée sur la manière dont les Émiriens perçoivent le monde. La logique qui organise les relations avec les autres États est originale car, bien que partie intégrante de la mondialisation, la fédération n'entretient pas des relations privilégiées, mais plutôt nécessaires, avec les Occidentaux, ravalées au même rang, voire un cran en dessous de celles qui se sont développées avec les États asiatiques. À l'inverse, les relations de proximité avec les Arabes de la péninsule, voire avec l'Iran, sont au cœur du dispositif diplomatique. La dernière partie met en exergue les difficultés nées d'une modernisation accélérée du pays, que ce soit en ce qui concerne les dépendances (agriculture, eau, électricité, émission de carbone), la crise d'identité ou la crise économique qui a éprouvé la solidité de l'économie émirienne entre 2008 et 2010.

---

1 Sur la population émirienne, cf. le chapitre 9.

## Bibliographie indicative

- ALI Syed (2010), *Dubai, Gilded Cage*, New Haven, Yale University Press, 2010, 360 p.
- BARRETT Raymond (2010), *Dubai Dreams. Inside the Kingdom of Bling*, Yarmouth, Nicholas Brealey Publishing, 240 p.
- DAVIDSON Christopher (2005), *The United Arab Emirates. A Study in Survival*, Boulder, Lynne Rienner Press, 333 p.
- (2008), *Dubai. The Vulnerability of Success*, New York, Columbia University Press, 385 p.
- (2009), *Abu Dhabi. Oil and Beyond*, New York, Columbia University Press, 255 p.
- (2010), *Persian Gulf and Pacific Asia. From Indifference to Interdependence*, New York, Columbia University Press, 160 p.
- (2012), *After the Sheikhs. The Coming Collapse of the Gulf Monarchies*, Londres, Hurst & Co., 300 p.
- HEARD-BEY Frauke (1982), *From the Trucial States to United Arab Emirates*, New York-Londres, Longman, édition 2004, 540 p.
- Hurreiz Sayyid H. (2002), *Folklore and Folklife in the United Arab Emirates*, Londres, Routledge, 192 p.
- KANNA Ahmed (2011), *Dubai, The City as Corporation*, Minneapolis, University Of Minnesota Press, 296 p.
- KRANE Jim (2009), *City of Gold. Dubai and the Dream of Capitalism*, New York, St. Martin's Press, 356 p.
- KRAUSE Wanda (2008), *Women in Civil Society. The State, Islamism, and Networks in the UAE*, New York, Palgrave Macmillan, 264 p.
- MAHDAVI Pardis (2011), *Gridlock. Labor, Migration, and Human Trafficking in Dubai*, Palo Alto, Stanford University Press, 262 p.
- MALEK Nabil (2011), *Dubaï, la rançon du succès*, Nantes, Amalthée, 440 p.
- NYDELL Margaret K. (2012), *Understanding Arabs. A Guide for Modern Times*, Yarmouth, Nicholas Brealey Publishing, 288 p.
- RUGH Andrea B. (2007), *The Political Culture of the Leadership in the UAE*, New York, Palgrave Macmillan, édition 2010, 286 p.
- SCHINDHELM Michael (2011), *Dubai High. A Culture Trip*, Londres, Arabian Publishing Ltd, 240 p.
- VORA Neha (2013), *Impossible Citizens. Dubai's Indian Diaspora*, Durham, Duke University Press, 246 p.
- WILSON Graeme (2010), *Rashid's Legacy. Sheikh Rashid*, Dubaï, Media Prima, 638 p.